



## Europaforum Luxembourg

Adresse web (URL) de la page

imprimée : <http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2015/06/comm-sefcovic-union-energie-tour-lux/index.html?>

---

[RETOUR vers la page d'origine](#)

### Changement climatique - Énergie - Environnement A Luxembourg pour sa tournée en faveur de l'Union de l'énergie, le vice-président de la Commission européenne, Maroš Šefčovič, plaide pour une mise en œuvre rapide du projet d'union énergétique 08-06-2015

(version imprimable)

Le vice-président de la Commission européenne en charge de l'Union de l'énergie, **Maroš Šefčovič**, était à Luxembourg le 8 juin 2015 à l'occasion de son "[Energy Union Tour](#)", une tournée entamée un mois plus tôt et qui vise à faire campagne, dans les Etats membres, en faveur du [projet d'Union énergétique](#) de l'UE proposé par la Commission européenne.



En amont de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE qui débutera le 1er juillet, le vice-président de la Commission a rencontré plusieurs responsables du gouvernement luxembourgeois, dont le Premier ministre, **Xavier Bettel**, avant de participer à un dialogue citoyen en compagnie du ministre de l'Economie, **Etienne Schneider**, puis de délivrer un discours devant différentes parties prenantes lors d'une conférence organisée par le [Bridge Forum Dialogue](#). Plus tôt dans la journée, il a participé au [volet "Energie" du Conseil Transports, Télécommunications et Energie \(TTE\)](#) qui se déroulait également à Luxembourg.

#### Plaidoyer pour l'Union de l'énergie

A l'occasion de ses différentes interventions publiques, le vice-président Šefčovič s'est félicité du débat engagé dans les Etats membres et avec les citoyens, condition selon lui de la réussite du projet d'Union de l'énergie européenne. "L'Union de l'énergie ne peut **pas être construite à Bruxelles**", a-t-il ainsi répété, soulignant qu'elle devait l'être "dans les Etats membres, et **avec le soutien des citoyens européens**", dans un contexte où la souveraineté nationale pour ce qui est du choix du bouquet énergétique est garantie par les traités.

L'objectif de la tournée du vice-président de la Commission est notamment de discuter des implications du projet avec les parties prenantes, et en particulier les gouvernements des Etats membres, a-t-il rappelé. Pour ce qui est du **Luxembourg** justement, Maroš Šefčovič a jugé que le pays, bien qu'au cœur de l'UE et déjà pionnier pour ce qui est du marché intérieur de l'énergie grâce à son réseau développé avec la Belgique concernant la fourniture de gaz et la coopération régionale mise en place avec l'Allemagne, profiterait largement des meilleures interconnexions qui découleraient de l'Union de l'énergie. Et d'évoquer les difficultés rencontrées par le Grand-Duché pour mettre en œuvre les objectifs en termes d'énergies renouvelables, notamment en raison de sa taille et de sa situation géographique qui

demandent la recherche de solutions spécifiques, ou encore le haut niveau d'émissions de CO2 issues des transports.

Maroš Šefčovič est ensuite revenu sur les objectifs de l'Union de l'énergie, à savoir la **sécurité de l'approvisionnement, la durabilité et la compétitivité**, qui sont détaillés dans la stratégie présentée par la Commission européenne en février 2015. Il s'agit de **réduire la dépendance énergétique de l'UE** qui importe 53 % de son énergie, en **sécurisant les approvisionnements énergétiques** et en assurant **la solidarité et la confiance** entre Etats membres. Il s'agit par ailleurs de **diminuer les émissions de CO2**, de **développer les renouvelables** et **d'améliorer l'efficacité énergétique**, dont il souligne qu'une amélioration de 1 % équivaut à une baisse des importations de gaz de 2,6 %, une des questions se posant dans ce contexte étant de savoir comment **utiliser les technologies et le savoir-faire européens pour y parvenir**. Pour rappel, l'Union de l'énergie s'inscrit dans le [cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030](#), selon lequel l'UE s'est fixé l'objectif contraignant de réduire de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, un objectif non contraignant de 27 % pour les énergies renouvelables et de 27 % en matière d'efficacité énergétique.

Il s'agit aussi d'assurer la **pleine intégration du marché européen de l'énergie** en améliorant les interconnexions physiques, en réduisant les barrières administratives existantes et en encourageant les régulateurs nationaux à communiquer davantage entre eux. Cela devrait permettre de réduire les coûts de l'énergie, tant pour les particuliers que pour les PME, Maroš Šefčovič assurant par ailleurs que la transition énergétique **permettra de créer de nouveaux emplois**. "Le potentiel d'emplois liés à l'industrie verte, à l'efficacité énergétique, au développement de technologies propres, et des énergies renouvelables, est énorme", a-t-il dit, et il devrait bénéficier surtout aux PME. Enfin, il s'agira d'assurer une bonne gouvernance du projet alors que sa mise en œuvre, avec l'existence de 28 bases légales, ne sera pas aisée, a-t-il encore dit.

"L'objectif principal est d'assurer la transition énergétique vers une économie sobre en carbone, cela via une **approche holistique** et non de manière compartimentée comme c'était le cas auparavant", a notamment indiqué le vice-président Šefčovič qui a vanté l'approche "en équipe" de la Commission sur ce sujet sur lequel [14 commissaires sont impliqués](#). "Si nous voulons combiner tous les aspects liés à l'énergie, il est important d'impliquer plusieurs commissaires, notamment celui en charge du commerce, celui en charge du climat et de l'énergie, le commissaire en charge des transports, celui en charge de l'agriculture, etc.".

## L'heure de la mise en œuvre

Après avoir défini le cadre stratégique du projet "dans un temps record" et [obtenu l'aval politique](#) des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE lors du Conseil européen du 19 mars 2015, il s'agit désormais de mettre en œuvre concrètement le projet d'Union de l'énergie a par ailleurs indiqué Maroš Šefčovič. Le vice-président de la Commission a notamment annoncé que la Commission proposerait le premier train de mesures législatives relatives à l'Union de l'énergie d'ici l'été 2015.

Par ailleurs, la stratégie sera complétée par la proposition de réforme du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (EU ETS ou SEQUE) d'ici l'été ainsi que, à l'automne 2015, par une proposition de révision de la directive sur la sécurité de l'approvisionnement de gaz ainsi qu'une stratégie européenne sur le gaz naturel liquéfié (GNL), notamment en matière de stockage. La Commission présentera également sa stratégie sur les énergies visant à développer des sources alternatives alors que les sources indigènes dans l'UE s'épuisent.

## "Le Luxembourg n'a pas la volonté de relancer le nucléaire" pendant la Présidence luxembourgeoise, indique Etienne Schneider



Pendant le débat du dialogue citoyen, Etienne Schneider s'était pour sa part félicité du fait que l'Union de l'énergie fasse partie des dix priorités de Jean-Claude Juncker, président de la Commission. Pour parvenir à créer une Union de l'énergie, il ne s'agit pas seulement de changer le nom "politique énergétique" en "Union de l'énergie", a-t-il ajouté. **"Il s'agit d'améliorer la gouvernance, les méthodes de travail, et de mettre en avant les bons élèves**

**afin de pouvoir prendre exemple"**, a souligné le ministre. Mais pour pouvoir faire ceci, "il faut déjà connaître les politiques énergétiques des Etats membres", a précisé Etienne Schneider.

"Actuellement, l'UE débourse **400 milliards d'euros dans les énergies fossiles**", a regretté le ministre, indiquant que "cet argent est en quelques sortes perdu, car il quitte l'économie de l'Europe". Tout comme Maroš Šefčovič, Etienne Schneider a souligné que "l'efficacité énergétique va permettre de créer des emplois". "Cela nous coûte de l'argent aujourd'hui, mais demain, cela va nous permettre de vendre de l'énergie à l'étranger", prévoit le ministre.

Au cours du même débat, l'eurodéputé luxembourgeois **Claude Turmes (Verts/ALE)** a interpellé le ministre Etienne Schneider, lui demandant si le Luxembourg avait l'intention de devenir "le VIP du nucléaire" au cours de sa Présidence au deuxième semestre 2015. Pour mémoire, le 24 février 2014, à la veille de la présentation du nouveau cadre stratégique pour une Union de l'énergie par la Commission européenne, [celui-ci avait déjà mis en garde](#) contre une "Union de l'énergie nucléaire", indiquant que "de meilleures solutions" que le nucléaire existaient en matière de politique énergétique.

Etienne Schneider a répondu que "la position du Luxembourg sur le nucléaire est claire et a été dite haut et fort lors de plusieurs réunions du Conseil de l'UE : **le Luxembourg n'a pas la volonté de relancer le nucléaire, et ne le fera pas non plus pendant la Présidence luxembourgeoise**". "Mais il est impossible de se débarrasser de la centrale de Cattenom", a signalé le ministre, indiquant que le Luxembourg ne pouvait que se limiter à "raisonner la France sur ce sujet".

Maroš Šefčovič a pour sa part précisé que la moitié des Etats membres de l'UE souhaitent continuer de produire de l'énergie nucléaire, jugée comme une source faible en carbone. L'UE ne peut d'ailleurs pas selon lui avoir le dernier mot en matière de nucléaire, car "**la manière dont les Etats membres composent leur bouquet énergétique relève de la souveraineté nationale**", a-t-il précisé, la Commission ne pouvant uniquement s'assurer "que les standards de sécurité les plus hauts sont appliqués". La difficulté est d'ailleurs similaire pour ce qui est de l'utilisation du charbon, "une source indigène importante pour plusieurs Etats membres".

## Le lien entre coopération au développement et politique énergétique à l'ordre du jour de la Présidence luxembourgeoise du Conseil

A noter qu'en réponse à une question relative aux efforts de l'UE en matière d'efficacité énergétique en Afrique ou en Asie, Etienne Schneider a souligné que la Présidence luxembourgeoise entend "discuter" du **lien entre coopération au développement et politique énergétique**.

[Pour en savoir plus](#)

- [La version écrite du discours de Maroš Šefčovič prononcé lors de la conférence du Bridge Forum Dialogue à Luxembourg le 8 juin 2015 \(en anglais\)](#)
- [Conseil TTE – Les ministres en charge de l'énergie ont débattu de la mise en œuvre de la stratégie pour la sécurité énergétique, adopté des conclusions sur l'Union de l'énergie et signé deux déclarations politiques sur la coopération régionale](#)
- [Conseil européen - Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont entériné la création d'une Union de l'énergie visant à réduire dépendance énergétique de l'UE](#)
- [Conseil TTE - Le cadre stratégique pour une Union de l'énergie que vient de présenter la Commission a fait l'objet d'un premier échange de vues de la part des ministres de l'énergie de l'UE](#)
- [Suite aux propositions de la Commission pour la création d'une Union de l'énergie et à sa communication sur le Protocole de Paris, les ONG, organisations syndicales et patronales réagissent](#)
- [Suite à la présentation de la Commission pour la création d'une Union de l'énergie, les eurodéputés réunis en session plénière font part de leurs réactions](#)
- [La Commission européenne a présenté son cadre stratégique pour une Union de l'énergie résiliente](#)
- [Claude Turmes met en garde contre une "Union de l'énergie nucléaire", à la veille de la présentation du nouveau cadre stratégique pour une Union de l'énergie par la Commission européenne](#)
- [Audition des commissaires désignés au Parlement européen – Désigné à l'Union de l'énergie après le rejet d'Alenka Bratusek, Maroš Šefčovič a plaidé pour des achats communs en gaz et pour une augmentation des énergies renouvelables](#)
- [La lutte contre le changement climatique : les objectifs que l'UE se fixe pour 2030](#)

Dernière mise à jour de cette page le : 09-06-2015

Copyright ©



[RETOUR vers la page d'origine](#)